Séance du 09 novembre 2018

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 09 NOVEMBRE 2018

L'an deux mil dix-huit, le vendredi 09 novembre à 19 h 00, le conseil municipal de la commune de SAINT PIERRE DE BELLEVILLE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Madame Joëlle CHOURGNOZ, Maire.

Présents : Mme POHU Sandrine – Mrs BERARD Olivier – BOILEAU Daniel – BOUCLIER Elie – DEQUIER Gérard-DROUIN Jérôme

Absents : M VILLARD Michel a donné procuration à M DEQUIER Gérard

Mme POHU Sandrine a été nommée secrétaire de séance.

Convocation du conseil municipal envoyée le 30/10/2018

Affichage de la réunion du conseil municipal le 30/10/2018

Approbation à l'unanimité du compte-rendu de la dernière réunion

N°2018/057 : CREATION D'EMPLOI D'AGENT RECENSEUR

Sur le rapport du maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE de la création d'emploi de non titulaire, en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels ou saisonniers à raison : d'UN emploi d'agent recenseur, non titulaire, à temps non complet, pour la période du 17 janvier au 16 février 2019. (deux demi-journées de formation sont prévues la 1^{ère} quinzaine de janvier)**
- **DECIDE que cet agent recevra l'intégralité de la dotation versée à la commune.**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019 – article 6413.**

N°2018/058 : ASTREINTES HIVER 2018/2019

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- **Décide la mise en place d'astreintes sur la base des propositions présentées ci-dessus, par Mme le Maire, à compter du 26 novembre 2018 jusqu'au 17 mars 2019 inclus**
- **Dit que les crédits prévus à cet effet seront inscrits au budget, chapitre 012 – article 6411 pour l'employé communal. Le salaire de l'employé intercommunal étant réalisé par le syndicat, le montant des astreintes sera intégré dans le montant de la participation au syndicat, chapitre 011 article 6287.**

N°2018/059 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL

Le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- **De demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseils**
- **De ne pas lui accorder l'indemnité de conseil au titre de l'année 2018**
- **De ne pas lui accorder l'indemnité de confection des documents budgétaires**

N°2018/060 : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU SDES POUR LA MISE EN PLACE D'HORLOGES ASTRONOMIQUES

Madame le Maire informe le conseil municipal que des horloges astronomiques seront installées sur le système d'éclairage public communal.

La commune de Saint Pierre de Belleville s'engage à réaliser et à financer ces travaux dont le montant s'élève à 1 813.56 € HT (soit 2 176.27 € TTC).

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **SE PRONONCE** sur le plan de financement suivant :
 - **Fonds libres : 1 813.56 € HT**
 - **Emprunt : 0 €**
 - **Subvention SDES : 1 200 € (4 x 300 €)**
 - **Autres subventions : 0 €**
- **SOLICITE** l'aide financière du SDES.
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant l'intervention de la décision attributive de subvention
- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux dans un délai d'un an à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention.

N°2018/061 : DECISION MODIFICATIVE : TRAVAUX EN REGIE

Décision modificative pour les travaux en régie concernant la réfection de l'église de Belleville :

D 023 :	+ 4 859.54 €
D 2135/040 :	+ 4 859.54 €
R 021 :	+ 4 859.54 €
R 722/042 :	+ 4 859.54 €

N°2018/062 : VIREMENT DE CREDITS

D 615221/011 :	- 2 621 €
D 681/042 :	+ 2 621 €
R 10222 :	- 2 621 €
R 280411 :	+ 2 619.87 €
R 2805/040 :	+ 0.82 €
R 28088/040 :	+ 0.31€

N°2018/063 : CENTRE DE GESTION : CONVENTION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL EN PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal (communautaire, d'administration...) :

- **VU** le Code général des Collectivités territoriales,
- **VU** le projet de convention d'assistance et de conseil en prévention des risques professionnels avec le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- **APPROUVE** le projet de convention d'assistance et de conseil en prévention des risques professionnels susvisé,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention d'assistance et de conseil en prévention des risques professionnels susvisée, avec effet au 01 janvier 2019 pour une durée de trois ans.
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2019.

N°2018/064 : ACQUISITION PARCELLE A 2611

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** l'acquisition de la parcelle A 2611 d'une contenance de 237 m²
- **ACCEPTE** le principe et les conditions de l'acquisition
- **AUTORISE** Madame le Maire à recevoir l'acte à intervenir en la forme administrative et à signer toutes les pièces consécutives ;
- **AUTORISE** Monsieur Daniel BOILEAU en sa qualité d'adjoint à représenter la commune et à signer toutes les pièces consécutives.

N°2018/065 : TAXE AMENAGEMENT

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide** de conserver sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 2 % à compter du 1^{er} janvier 2019.

N°2018/066 : EXTINCTION PARTIELLE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR UNE PARTIE DU HAMEAU « LA CORBIERE »

Madame le Maire rappelle la volonté de la municipalité d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'énergies.

Une réflexion a ainsi été engagée par le conseil municipal sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne partielle de l'éclairage public. Outre la réduction de la facture de consommation d'électricité, cette action contribuerait également à la préservation de l'environnement par la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les nuisances lumineuses.

Les modalités de fonctionnement de l'éclairage public relèvent du pouvoir de police du maire, qui dispose de la faculté de prendre à ce titre des mesures de limitation du fonctionnement, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

D'après les retours d'expériences similaires menées dans un certain nombre de communes, il apparaît que l'extinction nocturne de l'éclairage public n'a pas d'incidence notable : à certaines heures et certains endroits, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue. Techniquement, la coupure de nuit nécessite la présence d'horloges ad hoc dans les armoires de commande d'éclairage public concernées. Cette démarche doit par ailleurs être accompagnée d'une information de la population. En période de fêtes ou d'événements particuliers, l'éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

• **DECIDE** que l'éclairage public sera interrompu, à titre d'expérimentation, sur une partie du hameau « La Corbière » la nuit de minuit à 5h30 ;

• **CHARGE** Madame le Maire de prendre les arrêtés précisant les modalités d'application de cette mesure, et en particulier les lieux concernés et les horaires d'extinction.

N°2018/067 : REGLEMENT DE FACTURE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES HURTIERES

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DECIDE** de régler la somme de 427 € au SIPDH relative aux frais d'études du projet d'école intercommunale
- **DIT** que ce montant sera prélevé à l'article 20411.

N°2018/068 : VIREMENTS DE CREDITS

D 020 : - 4 500 €
D165/16 : + 4 500 €

QUESTIONS DIVERSES

SDES

Les travaux d'enfouissement des réseaux secs débuteront fin novembre 2018 pour la partie située entre le rond-point de l'autoroute jusqu'à la route du Verney.

SIAEP

Le marché concernant les travaux de création d'une conduite entre le réservoir de la Rochette et le réservoir du Chatelet a été attribué à l'entreprise TP MANNO pour un montant de 280 231.90 € HT.

ONF

- Régime Forestier : suite au courrier de la Préfecture demandant les raisons du refus de la commune de rendre éligible au régime forestier de nouvelles parcelles de forêt, la commune formulera dans les plus brefs délais une réponse manuscrite.
- Martelage : l'ONF a procédé au martelage de plusieurs parcelles. A l'origine le cubage prévu était de 480 m3. Il a été réalisé un cubage d'environ 1000 m3.

CARTE COMMUNALE

L'enquête publique a débuté le 29 octobre 2018. Tous les documents sont consultables en mairie et sur le site internet de la commune : www.saintpierredebelleville.fr. L'enquête se terminera le vendredi 30 novembre 2018.

ECOLE

- L'avenir du RPI St-Léger/St Pierre de Belleville est en attente de la décision de la commune de Saint Léger de rejoindre ou non la commune d'Épierre pour la rentrée scolaire de septembre 2019.
- Le conseil d'école a eu lieu le lundi 15 octobre 2018 en Mairie de Saint Léger. Il a notamment été question du règlement intérieur, des projets à venir pour l'année scolaire, des élections des délégués des parents d'élèves (pour l'école maternelle : Mmes SANSOM et MARCHAND / pour l'école élémentaire : Mmes HALLER et THIAFFEY). Un cycle piscine est prévu au

3eme trimestre. Le périscolaire rencontre un franc succès avec en moyenne 15 enfants inscrits quotidiennement à la cantine.

COMPTEUR LINKY

ENEDIS a demandé l'abrogation de la délibération de la commune concernant l'interdiction du déploiement des compteurs LINKY.

MATERIEL SERVICES TECHNIQUES

Du petit matériel doit être renouvelé aux services techniques. La commune est dans l'attente de devis supplémentaires avant achat.

DIVERS

- Cérémonie du 11 novembre 2018 : la cérémonie a lieu au cimetière de Saint Pierre de Belleville à 9h30 puis une grande cérémonie regroupant toutes les communes de la communauté de commune Porte de Maurienne a lieu à 11h45 à Aiguebelle.
- CCAS : le traditionnel repas des aînés se tiendra au restaurant le Saint Pierre le mercredi 5 décembre 2018. Pour les personnes malades qui ne peuvent pas se déplacer au restaurant, un panier gourmand sera offert.